

# L'économiste



**SOCIETE DE BOURSE**

Immeuble de l'Africaine des Assurances  
Face à la Direction de l'Emigration Immigration

01 BP 8568 RB Cotonou  
contact@agi-agi.com  
+229 21 31 87 33  
+229 21 31 60 65

Premier Quotidien Economique du Bénin N° 0997 MISP/DC/SG/DAI/SCC du 25/10/07 E-mail: leconomistbenin1@gmail.com Tél:00229 97096417

www.leconomistebenin.com

## Bourse Uemoa

### La BRVM ouvre en baisse

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en baisse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

## Commune de DJOUGOU

### Le maire Séibou fait le point des avancées d'un Partenariat

En octobre 2020, trois membres de l'EFOB ont conduit une mission d'audit état des lieux de trois Communes du Bénin, Cotonou, Djougou ... • (Page 11)

## Appropriation des obligations

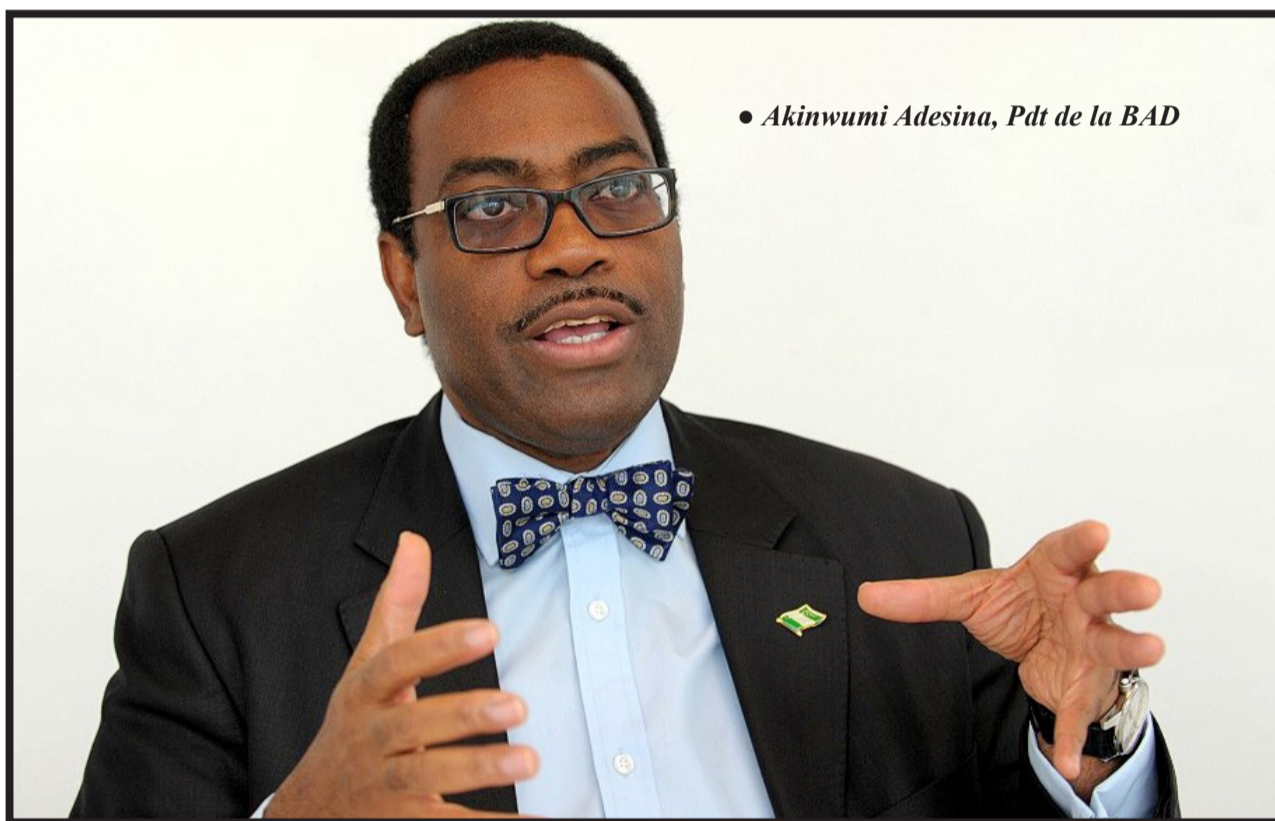
### Les cadres-analystes de la Haac en formation à Bohicon

La Haute autorité de l'audio-visuel et de la communication (Haac) a initié au profit de ses analystes, cadres et ... • (Page 11)

## Forum Africités Commerce et Investissement • (Page 03)

# La BAD pour l'autonomie financière des municipalités en 2022

## ◆ Rohey malick lowe élue présidente du REFELA



• Akinwumi Adesina, Pdt de la BAD

## Conseil d'Administration de la BOAD • (Page 10)

# De nouveaux engagements de 98,56 milliards Fcfa autorisés

## Climat des affaires

### La DGI rappelle le délai de validité des attestations de régularité fiscale

Dans une note circulaire, la Direction générale des impôts (DGI) rappelle ... • (Page 02)

## Produit d'alimentation au Bénin

### 1300 FCFA, le prix plafond de l'huile végétale raffinée

Face à la cherté de la vie, le gouvernement béninois ne baisse pas les bras. Le cas de ... • (Page 04)

## Economie numérique

### Les obstacles au paiement marchand préoccupent MicroSave Helix

Cabinet de conseil international spécialisé en inclusion financière, économique et sociale, MicroSave Helix (MSH) a organisé, jeudi 19 mai 2022, un webinar sur le ... • (Page 04)

## Cybersécurité

### Les menaces sont permanentes et se multiplient

Les menaces à la cybersécurité se multiplient dans le monde et dépassent la capacité des sociétés à les prévenir ... • (Page 10)

Taux de change du Fcfa XOF offert par

**L'économiste**

Devises étrangères	Dollar (Usd)	Euro	Livre Sterling	Naïra	Cedi	Rand	Yen	Yuan	Dirham (Aed)	Roupie (Inr)
FCfa (XOF)	628.40	655.95	774.22	1.51	83.84	38.90	4.86	92.61	171.11	8.7

## Amélioration du climat des affaires

### La DGI rappelle le délai de validité des attestations de régularité fiscale

Dans une note circulaire, la Direction générale des impôts (DGI) rappelle aux contribuables les délais de validité des attestations fiscales.

• Falco Vignon

Selon la note circulaire de la DGI dans le cadre de l'amélioration des services à l'utilisateur et du climat des affaires, le délai de validité des attestations de régularité fiscale se présente désormais comme suit. Pour les contribuables relevant de la Direction des Grandes Entreprises (DGE), ayant déposé leurs états financiers et présentant une situation fiscale à jour de leurs obligations de déclaration et de paiement, le délai de validité est de douze (12) mois, de mai à avril. En conséquence, l'attestation délivrée à une entreprise dont le chiffre d'affaires est supérieur ou égal à un (01) milliard de francs CFA, reste valable jusqu'à l'échéance de déclaration et de paiement des impôts du mois d'avril, soit le 10 mai de l'année suivante. La note circulaire a donné des exemples pour élucider le délai de validité des attestations. Ainsi, l'attestation de régularité fiscale délivrée le 17 mai 2022 est valide jusqu'au 10 mai 2023. Le



• Nicolas Yènoussi, le DGI

bénéfice de cette facilité peut être remis en cause à tout moment lorsque la défaillance du contribuable est constatée.

La DGI précise que pour les autres catégories de contribuables, notamment, celles relevant de la DGE et qui ne remplissent pas les conditions ci-dessus citées, ainsi que les petites et moyennes entreprises, le délai de validité de l'attestation de régularité fiscale n'a pas changé.

Tous les acteurs de la chaîne des dépenses publiques, tous les intervenants dans la procédure de passation

des marchés publics et toutes les personnes intéressées par la production d'une attestation de régularité fiscale d'une entreprise sont priés de tenir compte des présentes mesures.

La présente circulaire, qui prend effet à compter de sa date de signature, abroge toutes dispositions antérieures contraires, notamment celles de la circulaire n° 1145/MEF/DC/SGM/DGI/CSC du 5 octobre 2018.

Cette note circulaire met fin aux polémiques et aux doutes des contribuables quant à la régularité des attestations fiscales.

## Rwanda

### Le budget 2022/23 estimé à plus de 4,5 milliards de dollars

Après la récession de 2020 provoquée par la covid-19, le Rwanda grâce à la mise en place de « mesures stratégiques » commence à enregistrer une reprise économique forte, selon son ministre des Finances. L'un des effets de cette croissance est la hausse du budget de l'Etat. Le budget de l'Etat rwandais pour l'exercice 2022/23 atteindra plus de 4,56 milliards de dollars. L'annonce a été faite par le ministère des Finances et de la Planification économique sur twitter ce jeudi 19 mai. 57 % de ce budget, soit 2,6 milliards de dollars, sera assuré par les ressources intérieures du pays. Environ 888,4 millions de dollars proviendront de dons et près de 603 millions de dollars de prêts. En termes de dépenses, le gouvernement prévoit un peu plus de 2,7 milliards de dollars, durant cet exercice. Le budget de



développement et les prêts nets quant à eux sont estimés à 1,8 milliard de dollars. Ce budget prévisionnel enregistre une hausse de 4,7% par rapport au précédent. Cela fait suite aux prévisions de croissance de l'économie du pays annoncées, il y a peu, par le ministre des Finances, Uzziel Ndagijimana (photo), devant le Parlement. Le dirigeant a annoncé un taux de croissance de 7,2% cette année et de 7,9% en 2023,

7,5% en 2024 et 7,5% en 2025. Les mesures restrictives dues notamment à la covid-19 avaient provoqué une récession économique au Rwanda. Le gouvernement s'est vu obligé de les assouplir à partir de mars 2021, pour redémarrer l'économie. « En novembre 2021, le PIB a été révisé à la hausse, de 5,1% à 10,2%, pour refléter la meilleure performance au premier semestre 2021 », a fait savoir M. Ndagijimana.

## AUX DECIDEURS... Cela nous étreint

La recherche d'un logement à louer dans la ville de Cotonou et ses environs relève de l'exploit au terme d'un chemin de croix. Trois situations se présentent. Il y a d'abord le coup du hasard qui peut jouer en faveur d'un futur locataire à la recherche de logement. Dans ce cas, ce dernier peut être informé de la disponibilité d'un logement auprès d'un propriétaire et négocié directement son bail. Ces cas sont vraiment rares. Il y a ensuite ce qu'on peut qualifier d'accès à une location par substitution. Dans ce cas de figure, c'est un locataire qui, se mettant dans les dispositions de libérer le logement précédent, en informe ses connaissances jusqu'à rencontrer une qui exprime le besoin de louer une maison de même standing. Enfin, la dernière possibilité dans la recherche de logement est la plus répandue. Il s'agit du recours aux services d'agents immobiliers, communément appelés « démarcheurs. » Ces personnes qui, en réalité, n'ont pas la qualification d'agents immobiliers se sont investis dans le secteur et ont fait main basse sur les logements locatifs.

Ainsi, ils sont pratiquement indispensables dans le service. Dans tous les cas, ils profitent bien de ce métier qui leur procure les ressources dont ils ont besoin pour satisfaire leurs besoins fondamentaux. Avoir recours au service express des démarcheurs fait gagner vraiment du temps. En une demi-journée, le futur locataire aura parcouru avec le démarcheur plusieurs maisons destinées à la location. Au terme de ce périple, il lui est loisible d'opérer un choix conséquent.

Mais pour bénéficier des services du démarcheur, il faut se soumettre à son protocole qui impose d'abord de s'acquitter de ses honoraires de déplacement qui s'élèvent à 2000F par déplacement. Avouons qu'en désespoir de cause, l'acquéreur cède à cette forme d'escroquerie. La seconde disposition de ce protocole qui n'est écrite nulle part, est le paiement par le locataire au démarcheur d'une prime ayant la même valeur locative mensuelle de la maison mise en bail. Ainsi, pour un loyer de 50.000F le mois, il faut payer au démarcheur 50.000F. Si la valeur locative est de 200.000F le mois, le démarcheur vous prend 200.000F. Et ces dépenses ne comptent pas pour le propriétaire. En effet, après avoir payé les honoraires de déplacement et la prime qui équivaut à la valeur locative de la maison, il faut payer les avances sur loyer et une caution d'eau et d'électricité. Dans cette logique, il était loisible à chaque propriétaire suivant sa vulnérabilité ou non de fixer le nombre de mois pour les avances sur loyer. Heureusement, de ce point de vue, une réglementation fixe à trois mois le nombre des avances sur loyer. Le recours aux services des démarcheurs est partagé entre service express et escroquerie. Mais tout le monde s'en accommode en faisant contre mauvaise fortune bon cœur. Sauf que cela fait trop dépenser l'acquéreur. Il est à souligner qu'à côté des démarcheurs, il y a des agences immobilières plus structurées qui opèrent dans le secteur. Elles sont plus dans la location des appartements et des parcelles. A ces agences immobilières, il faut payer un pourcentage sur les montants des achats.

Jean-Claude KOUAGOU

## Eco secret

### Nigeria : l'inflation poursuit sa hausse entamée depuis janvier 2022

Le taux d'inflation a bondi à 16,82% en avril 2022 (contre 15,92 % en mars), selon le rapport mensuel sur l'indice des prix à la consommation publié ce lundi 16 mai par le Bureau national des statistiques (NBS). Il s'agit de son plus haut niveau élevé depuis août 2021, et de sa quatrième hausse consécutive depuis janvier. Sur une base mensuelle, l'indice global de l'évolution des prix aura progressé de 1,76 % en avril 2022, contre une augmentation de 1,74 % enregistrée le mois précédent. Pour sa part, le taux d'inflation urbaine est passé à 17,35 % en avril 2022.

## Forum Africités Commerce et Investissement

## La BAD s'engage à renforcer l'autonomie financière des municipalités en 2022

● Rohey Malick Lowe élue présidente du REFELA

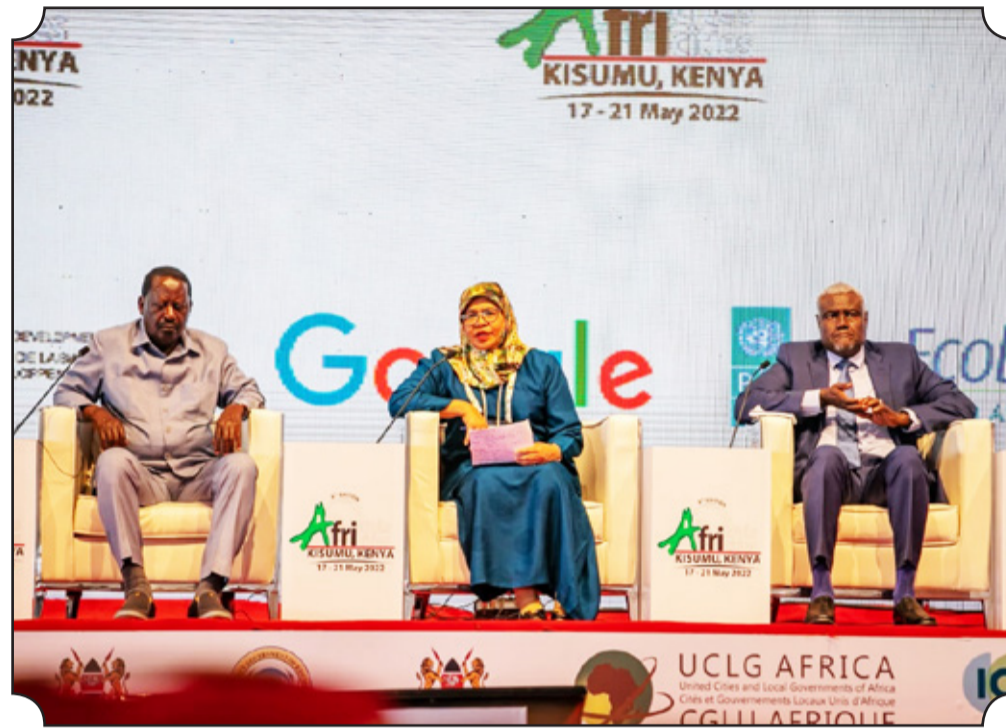
Programmée pour se dérouler avec une série de sessions sur diverses thématiques, la 9<sup>ème</sup> édition du sommet Africités a connu, lors de sa deuxième journée, mercredi 18 mai 2022, la 1<sup>ère</sup> édition du Forum Africités Commerce et Investissement (ATIF). Occasion pour la Banque africaine de développement (BAD) de prendre l'engagement solennel d'accompagner les gouvernements et cités locaux d'Afrique.

● Sylvestre TCHOMAKOU

Active aux côtés des Etats d'Afrique, la Banque africaine de développement (BAD) veut établir un nouveau partenariat avec les collectivités locales d'Afrique. Pour ainsi dire, à l'occasion de la 1<sup>ère</sup> édition du Forum Africités Commerce et Investissement (ATIF) qui s'est déroulée au cours de la deuxième journée du sommet Africités, l'institution de financement du développement en Afrique et CGLU Afrique et l'organisation faitière des gouvernements locaux africains, CGLU Afrique ont procédé à la signature du contrat intitulé : « Municipal CFO Initiative ». Un contrat visant à renforcer la capacité fiscale et l'autonomie financière des municipalités en 2022. Organisé par la BAD, AF-REXIMBANK, AfCFTA, ABSA, UNCDF et CGLU Afrique, et présidé par Dr. Amani Abou-Zeid, Commissaire aux infrastructures, à l'énergie et au tourisme de la Commission de l'Union africaine, le Forum ATIF a pour objectif d'aider les collectivités locales à répondre à l'une des 5 fonctions clés de la ville ou du territoire : doter les villes de services et d'équipements de base. A l'occasion, et, pour la toute première fois, une plateforme permanente de mise en relation entre collectivités territoriales africaines et investisseurs intéressés par l'Afrique locale a été lancée. L'idée est d'explorer les opportunités d'affaires disponibles dans les terri-

toires africains et de discuter des stratégies d'investissement en fonction des contextes démographiques, économiques et financiers et du potentiel de l'Afrique. A partir de cet instant, des contrats de partenariat aboutissant à la réalisation d'investissements au sein des collectivités locales et infranationales d'Afrique seront lancés. Partageant la vision de développement des collectivités locales que conduit CGLU Afrique, le Fonds d'équipement des Nations Unies (UNCDF), par la voix de son Directeur de l'Unité de financement du développement local, David Jackson, a réitéré aux gouvernements locaux d'Afrique, son appui. « Nous avons besoin de véhicules respectueux de la ville et d'un écosystème d'experts en finance respectueux de la ville car les villes ont des caractéristiques uniques. Nous considérons l'Agence Territoriale Africaine (ATA) comme un outil fondamental qui doit se développer de manière organique, et le fait de disposer de sections régionales pourrait être la voie à suivre en raison des différents systèmes politiques et juridiques. Nous sommes ravis de travailler avec CGLU Afrique pour l'opérationnalisation de l'ATA et pour lui donner vie, et nous espérons avoir de bonnes nouvelles à ce sujet à l'avenir », a-t-il indiqué aux participants au forum.

**Axer le développement des territoires sur le digital**



A l'évidence de ce que la crise sanitaire a plus que jamais démontré l'importance du numérique, non seulement pour assurer la survie de plusieurs secteurs de l'économie mais aussi pour accélérer la transformation des services publics territoriaux, les participants n'ont pas manqué de s'intéresser à l'apport du numérique dans l'évolution des territoires. Au cours de cette journée, les participants ont échangé au sujet des stratégies d'élaboration d'un schéma directeur numérique pour les territoires, notamment en tenant compte des spécificités africaines. C'est à ce propos que Nicolas Sadirac, directeur pédagogique et co-fondateur de 01Talent, a indiqué que « la cartographie des solutions d'autres parties du monde ne marche pas toujours. Nous avons besoin de solutions numériques locales créées par des locaux. La première étape pour garantir que cela

se produise est d'élever les compétences numériques des populations et de changer également leur état d'esprit pour attendre et utiliser la technologie ».

#### La culture pour renforcer le vivre-ensemble

Au cœur des priorités de CGLU Afrique, la culture en tant que facteur de développement durable pour les villes, pour les nations et pour l'humanité elle-même, a été abordée. Au cours de cette session, un consensus a été atteint pour assurer la lutte pour les droits des femmes, des jeunes, des communautés autochtones et vulnérables, ainsi que la lutte pour la défense et la promotion de toutes les cultures menacées par les tendances hégémoniques et mondiales. « La culture n'est pas seulement une question de divertissement. C'est aussi une question de nos valeurs fondamentales pour notre vie paisible et

commune sur terre. Là où il y a de la culture sous forme d'art, de musique, de mode, de théâtre, de cinéma, de bijoux, alors il y a la paix », va déclarer Alphadi Seidnaly, Artiste de l'UNESCO pour la paix. Autant d'enjeux culturels pour les collectivités territoriales : autonomisation culturelle des communautés, promotion d'une créativité non standardisée, soutien à la solidarité et à la paix.

#### Rohey Malick Lowe élue présidente du REFELA

Passées les sessions, la deuxième journée a enregistré l'Assemblée Générale du Réseau des Femmes Elues Locales d'Afrique (REFELA). Occasion pour les membres du réseau le plus important des femmes élues locales d'Afrique de renouveler leur confiance à Rohey Malick Lowe, maire de la ville de Banjul (Gambie), en qualité de Prési-

dente pour les trois (03) prochaines années. Intervenant, elle n'a pas manqué de reconnaître le rôle combien important des femmes dans la gouvernance à tous les niveaux. « La collectivité locale est le niveau de gouvernement le plus proche de la population, donc si la vie des gens doit être impactée positivement, des mesures doivent être prises au niveau local. De plus, nous devons tenir compte de l'importance des femmes dans nos rôles de leadership. Lorsque les femmes sont appelées à diriger, elles surpassent les hommes et les statistiques le montrent », a-t-elle fait savoir avant d'inviter ses paires à s'unir pour relever le défi du développement inclusif.

Evoquant l'urgence d'agir pour sauver la planète, « nous ne pouvons pas attendre, la planète ne peut pas attendre et notre génération non plus. Nous nous engageons maintenant pour la justice climatique », a déclaré Sathya Naidu, membre du parlement de la ville de Victoria (Seychelles). Pour lui, des actions se doivent d'être menées pour arrêter les crues soudaines, la désertification et la déforestation, les migrations induites par le climat, la perte de biodiversité, etc., tous des effets du changement climatique. Il est à noter que la journée du 19 mai, a été consacrée à l'Assemblée générale électorale de CGLU Afrique, aux Journées femme, jeune ; et au Forum des maires sur les villes africaines pour un air pur.



Produit d'alimentation au Bénin

# 1300 FCFA, le prix plafond de l'huile végétale raffinée

(L'exportation et la réexportation interdites)

Face à la cherté de la vie, le gouvernement béninois ne baisse pas les bras. Le cas de l'huile végétale a préoccupé. Un arrêté interministériel en date d'hier jeudi 19 mai 2022 en a fixé le prix plafond de la vente au détail au consommateur final à 1300 FCFA.

● Bidossessi WANOU

1300 FCFA, c'est ce que coûtera au maximum l'huile végétale raffinée au consommateur final béninois. Ainsi en a

décidé le gouvernement qui l'a martelé dans un arrêté interministériel émanant des ministres de l'industrie et du commerce puis du ministre de l'économie et des

finances. On peut y lire à l'article premier, « conformément aux dispositions de l'article 5 de la loi n°2016-25 du 04 novembre 2016, portant organisation de la

concurrence en République du Bénin, le prix de vente au détail au consommateur final de l'huile végétale raffinée est plafonné à mille trois cent (1300) FCFA le

litre sur toute l'étendue du territoire national ». Ce prix a clarifié l'arrêté, est valable pour une période transitoire de trois mois. A l'article 4 du même arrêté,

l'exportation et la réexportation de ladite huile sont interdites. Et pour garantir le respect effectif de la mesure, des contrôles réguliers sont prévus.

**ARRÊTE INTERMINISTÉRIEL**

ANNEE N°2022/030 MIC/MEF/DC/SGM/DCI/SA/028SGG22  
PORTANT PLAFONNEMENT DU PRIX DE L'HUILE VÉGÉTALE  
RAFFINÉE EN REPUBLIQUE DU BENIN

**LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE,  
LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,**

Vu la loi n°90-32 du 11 décembre 1990 portant Constitution de la République du Bénin telle que modifiée par la loi n° 2019-40 du 07 novembre 2019 ;

vu la loi n°90-005 du 15 mai 1990 fixant les conditions d'exercice des activités de commerce en République du Bénin ;

vu la loi n°2016-025 du 04 novembre 2016 portant organisation de la concurrence en République du Bénin ;

vu la loi n°2007-21 du 16 octobre 2007 portant protection du consommateur en République du Bénin ;

vu la décision portant proclamation, le 21 avril 2021 par la Cour constitutionnelle des résultats définitifs de l'élection présidentielle du 11 avril 2021 ;

vu le décret n°2021-257 du 25 mai 2021 portant composition du Gouvernement ;

vu le décret n°2021-401 du 28 juillet 2021 fixant la structure-type des Ministères ;

vu le décret n°2021-542 du 25 octobre 2021 portant attributions, organisation et fonctionnement du Ministère de l'Industrie et du Commerce ;

vu le décret n°2021-307 du 9 juin 2021 portant attributions, organisation et fonctionnement du Ministère de l'Economie et des Finances ;

**ARRÊTENT**

**Article premier**  
Conformément aux dispositions de l'article 5 de la loi n°2016-25 du 04 novembre 2016 portant organisation de la concurrence en République du Bénin, le prix de vente au détail au consommateur final de l'huile végétale raffinée est plafonné à mille trois cents (1.300) FCFA le litre sur toute l'étendue du territoire national.

**Article 2**  
Les prix de vente des producteurs locaux de l'huile végétale raffinée s'entendent prix de vente TVA collectée incluse.  
Les prix de vente des distributeurs (grossistes et détaillants) de l'huile végétale raffinée s'entendent prix finaux sans TVA.  
La chaîne de la TVA s'arrête au niveau des producteurs locaux.

**Article 3**  
Le prix fixé à l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus est valable pour une période de trois (03) mois à compter de la date de signature du présent arrêté.


**Article 4**  
L'exportation et la réexportation de l'huile végétale raffinée sont interdites.


**Article 5**  
Durant la période prescrite à l'article 3 du présent arrêté, les services compétents du Ministère en charge du Commerce procèdent à des contrôles stricts et réguliers des prix.

**Article 6**  
Toute infraction aux dispositions du présent arrêté est punie conformément aux textes en vigueur.

**Article 7**  
Le présent arrêté, qui prend effet pour compter de la date de sa signature abroge toutes dispositions antérieures contraires. Il sera publié partout où besoin sera.

Fait à Cotonou, le 19 mai 2022

  
**Aminatou Shadiya ASSOUMAN**  
 Ministre de l'Industrie et du Commerce

  
**José Didier TONATO**  
 Ministre intérimaire de l'Economie et des Finances

**AMPLIATIONS : PR 6 - AN 4 - CC 2 - CS 2 - HAAC 2 - MAEP 2 - AUTRES  
MINISTERES 22 - SGG 4 - JORB 1.**

Economie numérique dans l'Uemoa

## Les obstacles au paiement marchand préoccupent MicroSave Helix

Cabinet de conseil international spécialisé en inclusion financière, économique et sociale, MicroSave Helix (MSH) a organisé, jeudi 19 mai 2022, un webinaire sur le paiement marchand dans l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa). Avec la participation de diverses institutions financières, cette rencontre virtuelle a permis de formuler des recommandations pour promouvoir le paiement digital dans l'Union.

● Sylvestre TCHOMAKOU

Avec son lot d'innovations, le numérique qui s'est imposé depuis quelques années dans le secteur financier, entraînant une extension des services d'argent mobile, peine à intégrer véritablement les habitudes dans l'Uemoa. A l'évidence que « plus de 80% des paiements dans la zone Uemoa continuent de se faire en espèces malgré des innovations de plus en plus inclusives en matière de paiement digitaux », le Cabinet de conseil internatio-



**Nous sommes MSC**  
Cabinet de conseil international spécialisé en inclusion financière, économique et sociale

- Recherche
- Assistance Technique
- Financements dispensés par notre Institut " Institut Helix"
- Scalabilité internationale de conseil en inclusion financière avec plus de 20 ans d'expérience
- 100 collaborateurs multinationaux dans 21 bureaux à travers le monde
- Projets dans +100 pays en voie de développement

**Les secteurs dans lesquels nous opérons**  
Nous offrons des services de conseils en affaires axés sur l'impact

- Services bancaires
- Financement agricole
- Énergie
- Secours humanitaire
- Micro, petites et moyennes entreprises
- Transferts de fonds
- Agribusiness
- Santé et alimentation
- Services et services
- Éducation
- Digital et services
- Énergie et climat

nal spécialisé en inclusion financière, économique et sociale, MicroSave Helix (MSH) a décidé de s'intéresser aux réels obstacles à l'accélération des paiements numériques dans la zone. C'est ce qui explique la tenue du webinaire qui a connu la participation de

quelques experts financiers notamment Koffi Fabrice Djossou, expert principal économie numérique de la BOAD, et Irène Kieru, Business development manager Afrique francophone du cabinet Eclectis International. S'il est à noter que malgré les efforts des Etats,

le paiement en espèces reste le roi et semble être installé pour longtemps, plusieurs raisons expliquent cette réalité selon les experts. Il s'agit entre autres : du faible niveau d'éducation des populations, les frais supplémentaires de transaction, la trop grande rigueur de la BCEAO envers les Fintech (contrairement à l'Afrique de l'Est qui est un modèle en matière de paiement marchand) ; sans oublier la qualité des infrastructures. Pour améliorer l'adoption des paiements marchands dans l'Uemoa, il est important, selon les

experts, de : relever le niveau de sensibilisation des populations ; mettre en place une plateforme pour capitaliser les réussites et proposer de meilleures solutions face aux défis. A cela s'ajoute l'importance pour les Etats et services financiers, de penser à la réduction drastique des

frais de transactions qui se présentent comme de nouvelles charges aux populations en cas de paiement marchand. Trouver l'équilibre entre les innovations technologiques financières et la régulation du marché reste un pas important à poser pour promouvoir l'économie numérique.



**Quelles solutions pour améliorer l'adoption des paiements marchands dans la zone UEMOA?**

**WEBINAIRE**  
JEUDI 19 MAI 2022  
14H GMT

**Participants :**  
 - Koffi Fabrice Djossou, Expert principal Économie Numérique Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD)  
 - Irène Kieru, Business Development manager Afrique Francophone (Eclectis International)  
 - Perlel Abo Bakr, Manager senior MicroSave Consulting

[www.microsave.net/fr](http://www.microsave.net/fr)

# Indicateurs économiques du Bénin

## Indicateurs de croissance

Indicateur de croissance	2015	2016	2017	2018 (e)	2019 (e)
PIB (milliards USD)	8,30	8,58 e	9,41 e	10,62	11,56
PIB (croissance annuelle en %, prix constant)	2,1	4,0 e	5,4 e	6,0	6,3
PIB par habitant (USD)	764 e	771 e	826 e	910	969
Endettement de l'Etat (en % du PIB)	42,425	50,267	53,364 e	53,557	51,546
Taux d'inflation (%)	0,3	-0,8	2,0 e	2,1	2,0
Balance des transactions courantes (milliards USD)	-0,70	-0,62 e	-0,82 e	-0,75	-0,80
Balance des transactions courantes (en % du PIB)	-8,4	-7,2 e	-8,7 e	-7,1	-6,9

Source : FMI - World Economic Outlook Database - Dernières données disponibles. Note : (e) Donnée estimée

Indicateurs monétaires	2013	2014	2015	2016	2017
Franc CFA BCEAO (XOF)- Taux de change annuel pour 1 EURO	630,96	630,63	631,22	630,86	531,31

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

## Les principaux secteurs économiques

Répartition de l'activité économique par secteur	Agriculture	industrie	Services
Emploi par secteur (en % de l'emploi total)	43,2	18,5	38,3
Valeur ajoutée (en % du PIB)	25,6	23,4	51,1
Valeur ajoutée (croissance annuelle en %)	4,4	4,5	3,6

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

## Les indicateurs de Commerce

Indicateurs du commerce extérieur	2012	2013	2014	2015	2016
Importations de biens (millions USD)	2.339	3.010	3.823	3.028	2.251
Exportations de biens (millions USD)	1.443	1.982	2.563	2.032	1.354
Importations de services (millions USD)	575	761	884	n/a	712
Exportations de services (millions USD)	414	500	456	n/a	382
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	12,3	30,0	16,1	-8,4	1,4
Exportations des biens et services (croissance annuelle en %)	24,1	20,7	24,8	-10,1	7,0
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-559	-612	-710	-505	-669
Commerce extérieur (en % du PIB)	59,7	69,5	76,5	68,0	70,2
Importations de biens et services (en % du PIB)	35,1	41,3	44,5	39,8	39,7
Exportations des biens et services (en % du PIB)	24,6	28,2	32,1	28,2	30,5

Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce ; Banque Mondiale, dernières données disponibles

## Principaux pays partenaires

Principaux clients (% des exportations)	2015
Inde	13,0 %
Niger	9,6 %
Malaisie	8,8 %
Singapour	7,9 %
Vietnam	7,5 %
Bangladesh	7,4 %
Nigeria	6,3 %
Chine	5,3 %
Indonésie	3,7 %
Pakistan	2,8 %

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Principaux fournisseurs (% des importations)	2015
France	11,7 %
Chine	10,8 %
Inde	9,8 %
Togo	8,5 %
Thaïlande	7,7 %
Espagne	6,0 %
Belgique	4,9 %
Etats-Unis	3,3 %
Nigeria	3,3 %
Pays-Bas	3,2 %

Source : Comtrade, dernières données disponibles

## Investissement

Les IDE en chiffres

	Bénin	Afrique Subsaharienne	Etats-Unis	Allemagne
Index de transparence des transactions*	7,0	5,0	7,0	5,0
Index de responsabilité des managers**	1,0	4,0	9,0	5,0
Index de pouvoir des actionnaires***	5,0	5,0	4,0	8,0
Index de protection des investisseurs****	4,0	4,3	6,5	6,0

Source : Doing Business - Dernières données disponibles.

Note: \*Plus l'index est grand, plus les transactions sont transparentes. \*\*Plus l'index est grand, plus les managers sont personnellement responsables. \*\*\* Plus l'index est grand, plus les actionnaires ont le pouvoir de défendre leur droit. \*\*\*\* Plus l'index est grand, plus la protection des actionnaires est importante.

Investissement Direct Etranger	2014	2015	2016
Flux d'IDE entrants (millions USD)	405	150	161
Stocks d'IDE (millions USD)	1.607	1.666	1.690
Nombre d'investissements Greenfield***	1	5	0
IDE entrants (en % de la FBCF****)	14,6	6,8	7,7
Stock d'IDE (en % du PIB)	16,5	20,1	19,7

Source : CNUCED - Dernières données disponibles.

Note : \* L'indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial. \*\* L'indicateur de Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays. \*\*\* Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère. \*\*\*\* La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.

PIB	dernier	Référence	Précédent
Taux de croissance annuelle du PIB	5,5	Mars 2018	5,5
PIB	9,27 milliards USD	Déc 2017	8,57
Pib par habitant	860 USD	Déc 2017	837
Pib par habitant Ppp	2064 USD	Déc 2017	2010
Prix constant du Pib	4095 de FCFA- Milliards	Déc 2016	3939
Pib de l'agriculture	855 de FCFA- Milliards	Dec 2016	878
Pib de la fabrication	874 de FCFA- Milliards	Dec 2016	779
Pib du secteur des mines	14,7 de FCFA- Milliards	Dec 2016	10,7
Pib de l'administration publique	316 de FCFA- Milliards	Déc 2016	315
Pib des services	1510 de FCFA- Milliards	Déc 2016	1491

Source : trading economics

Tarifs	Dernier	Référence	Précédent
Taux d'inflation	0.8%	Mai 2018	1.9
L'inflation alimentaire	1.8%	Mai 2018	5.3
Indice des prix à la consommation	113 Index-Points	Mai 2018	113
CPI Housing Services publics	115 Index-points	Mai 2018	115
CPI Transport	114 Index-Points	Mai 2018	114

Source : trading economics

Argent	Dernier	Référence	Précédent
taux d'intérêt	4.5%	Juin 2018	4.5
Fort taux d'intérêt	6.93%	Déc 2016	6.99
Taux interbancaire	5.08%	Mai 2018	3.75

Source : trading economics

Commerce	dernier	Référence	Précédent
Balance commerciale	-190 FCFA - Milliards	Mars 2018	-408
Exportations	147 FCFA - Milliards	Mars 2018	82.05
Importations	338 FCFA - Milliards	Mars 2018	490
Compte courant	-809 USD million	Dec 2016	-745
Compte courant par rapport au PIB	-7.1%	Dec 2016	-6.5
Indice de terrorisme	0	Dec 2016	0

Source : trading economics

Gouvernement	dernier	Référence	Précédent
La dette publique au PIB	23.2%	Dec 2016	21.3
Budgets du gouvernement	-5.8% of GDP	Dec 2017	-6.2
Cote de crédit	30	-	-
Dépenses militaires	112 USD Million	Dec 2017	79.58

Source : trading economics

Entreprise	dernier	Référence	Précédent
Vitesse Internet	1517KBps	Mars 2017	1642
Adresses IP	5580 IP	Mars 2017	5652
Utilisation de la capacité	57.9%	Mars 2018	63.4
Indice de compétitivité	3.47 points	Dec 2018	3.47
Compétitivité rang	120	Dec 2018	124
Indice de la corruption	39 Points	Dec 2017	36
Corruption rang	85	Dec 2017	95
Facilité de faire des affaires	151	Dec 2017	155
Production industrielle	5.4%	Mars 2018	26.6
Indice économique avancée	0.8%	Fev 2018	0.7

## Monnaies virtuelles

### Le bitcoin perd ses gains de 2022 et rebascule sous les 30 000 dollars



Le bitcoin, la principale cryptomonnaie, a vu ses gains des derniers mois s'évaporer et son prix retomber sous les 30 000 dollars, les investisseurs fuyant les actifs à risque dans le contexte incertain de la guerre en Ukraine. À 29 764 dollars, ce 10 mai, le bitcoin s'échangeait à un niveau qu'il n'avait plus vu atteint depuis juillet 2021, en recul de 57 % par rapport à son record historique atteint en novembre dernier.

#### Dégringolade générale

Une dégringolade qui signifie que la grande majorité des fonds et des personnes détenant des bitcoins achetés l'année dernière subissent actuellement des pertes. Les autres cryptomonnaies ne font pas mieux : le marché total est évalué à un peu plus de 1 500 milliards de dollars, contre 3 000 milliards à son plus haut, selon les données du site CoinGecko, qui recense plus de 13 000 cryptomonnaies. Les déboires du secteur sont liés à la prudence accrue des investisseurs, inquiétés par la guerre en Ukraine, les confinements en Chine et le resserrement de la politique monétaire aux États-Unis.

#### Corrélation avec la Bourse

Résultat, les investisseurs délaissent la Bourse et, surtout, les actions des entreprises technologiques, dont les performances avaient été dopées par les politiques

monétaires accommodantes mises en œuvre pendant la pandémie, ainsi que par des paris sur des croissances à long terme. Or, « la corrélation du bitcoin avec le Nasdaq », indice boursier américain à forte coloration technologique, « est au plus haut », notent les analystes de Kaiko, start-up spécialisée dans les cryptomonnaies qui fournit aux entreprises et aux institutionnels l'ensemble des données relatives au secteur. Difficile néanmoins de savoir dans quelle direction le bitcoin va évoluer, tant la volatilité des cryptoactifs a été prouvée. En 2021, le bitcoin était temporairement passé sous le seuil de 30 000 dollars à deux reprises, en juin et en juillet, avant de repartir de plus belle pour toucher son plus haut historique quelques mois plus tard.

#### Autorisation en France

En dépit d'une année 2022 moins impressionnante au niveau des prix, certains acteurs du secteur cherchent à se mettre en conformité avec des autorités de plus en plus exigeantes. Binance, l'une des plus grandes plateformes d'échanges, a obtenu début mai l'autorisation d'exercer en France auprès de l'Autorité des marchés financiers (AMF). Aux États-Unis, le gendarme de la Bourse (Securities and Exchange Commission, SEC) a annoncé renforcer son équipe chargée de réguler les cryptomonnaies. Signe de

l'importance prise par les cryptomonnaies au cours des deux dernières années, deux pays, le Salvador et la Centrafrique, ont même fait le pari d'adopter le bitcoin comme devise officielle, malgré de vives critiques des instituts financiers internationaux. Si le projet centrafricain est encore au stade d'ébauche, le président du Salvador, Nayib Bukele, a fièrement annoncé le 9 mai sur Twitter que « le Salvador a acheté le creux » en ajoutant 500 bitcoins à son fond, adoptant le vocabulaire des boursicoteurs qui voient dans les chutes des prix des occasions d'investir.

#### Relèvement des taux

Il se félicitait, aujourd'hui 10 mai, de voir le bitcoin remonter (+2,3 % à 31 695 dollars à la mi-journée, heure de Paris. Mais, depuis sa création en 2009, la cryptomonnaie a existé dans un contexte de taux ultra bas. Ces derniers mois, la Réserve fédérale américaine (Fed) a au contraire indiqué que ses récentes hausses des taux allaient être renouvelées pour endiguer l'inflation. « Des rebonds temporaires sont possibles, mais tant que le rendement des obligations d'État est en hausse et que le dollar monte » en raison de la détermination de la Fed, « des baisses encore plus fortes sont le principal risque » pour les cryptomonnaies, prévient Fawad Razaqada, analyste chez City Index.

Jeune Afrique

## Sécurité alimentaire dans le monde

### La Banque mondiale déblocquera 30 milliards \$ pour les 15 prochains mois

Depuis le déclenchement du conflit russo-ukrainien le 24 février dernier, le marché agricole mondial subit un bouleversement sans précédent. La hausse des prix de nombreux produits de base pose de nombreux défis sur le plan de la sécurité alimentaire mondiale. La Banque mondiale a annoncé le mercredi 18 mai qu'elle fournirait une enveloppe de 30 milliards \$ afin d'aider les pays à faire face à l'insécurité alimentaire sur les 15 prochains mois. Cette démarche intervient dans un contexte où la guerre entre la Russie et l'Ukraine perturbe l'approvisionnement mondial de blé et fait flamber les prix des céréales ainsi que des oléagineux. Une situation qui menace l'accessibilité et la disponibilité alimentaire pour de nombreuses populations dont les moyens de subsistance ont été déjà mis à rude épreuve par la pandémie de coronavirus depuis déjà deux ans. Dans les détails, l'institution financière indique que 12 milliards \$ iront au financement de nouveaux projets ciblant la hausse de la production agricole, l'irrigation, la protection sociale pour mitiger les effets de la hausse des prix des denrées alimentaires sur les plus pauvres ainsi que l'amélioration de l'accès à l'eau. Ce volet profitera principalement à l'Afrique, au Moyen-Orient, à l'Europe orientale, à l'Asie centrale, ainsi qu'à l'Asie du Sud. Pour sa part, la somme restante de 18 milliards \$ bénéficiera à d'autres projets relatifs à la sécurité alimentaire et nutritionnelle ainsi qu'à la protection sociale. « La hausse des prix des denrées alimentaires a des effets dévastateurs sur les plus pauvres et les plus vulnérables. Afin d'informer et de stabiliser les marchés, il est crucial que les pays fassent maintenant des déclarations claires sur les augmentations futures de la production en réponse à l'invasion de l'Ukraine par la Russie », a indiqué David Malpass, le président de la Banque mondiale dans un communiqué.



## Transition énergétique

### António Guterres demande aux pays de lever les obstacles à la transition énergétique



Le développement et l'exploitation effective des énergies renouvelables telles que l'éolien et le solaire sont essentiels pour freiner le réchauffement climatique et espérer tenir l'objectif de 1,5 °C d'ici 2050 au plus tard. Le secrétaire général de l'ONU António Guterres (photo) a appelé le mercredi 18 mai à une coalition mondiale pour accélérer le déploiement de la technologie des batteries, et exhorté les pays à assouplir les contraintes de propriété intellectuelle afin d'accélérer la transition énergétique et lutter contre le changement climatique. L'appel du responsable intervient suite au rapport annuel publié par l'Organisation météorologique mondiale (OMM) sur l'état du climat mondial 2021. Ledit rapport révèle que quatre indicateurs clés du changement climatique à savoir, les concentrations de gaz à effet de serre, l'élévation du niveau de la mer, la chaleur des océans et l'acidification ont établi de nouveaux records en 2021. « Le système énergétique mondial est en panne et nous rapproche de plus en plus d'une catastrophe climatique », a ajouté Guterres. Parmi les autres mesures recommandées par le dirigeant pour accélérer la transition énergétique, les banques commerciales et tous les éléments du système financier mondial devraient y augmenter considérablement leurs investissements pour atteindre 4 000 milliards \$ par an tout en éliminant progressivement les combustibles fossiles. Dernièrement, d'autres personnalités influentes ont milité en faveur de la transition écologique suite au rapport de l'OMM. Il s'agit du milliardaire Michael Bloomberg qui envisage d'investir pas moins de 242 millions \$ pour accompagner 10 pays en développement dans l'atteinte de cet objectif.

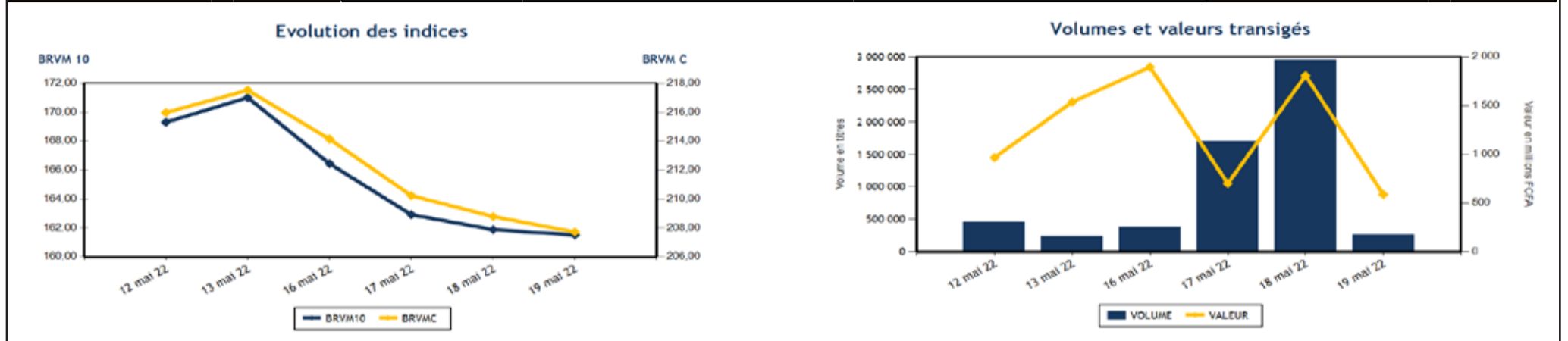
## Algérie

### Les premiers services du tramway de Mostaganem annoncés pour juillet prochain

En Algérie, le tramway est devenu un modèle de mobilité urbaine intégré dans la politique nationale de transport. Ce mode de transport de masse actuellement utilisé s'étend progressivement à toutes les régions du pays. Le tramway de Mostaganem, ville du Nord-Ouest d'Algérie, débutera son fonctionnement non commercial dès le 5 juillet prochain. Le wali de la ville, Aïssa Boulahya, après une visite d'inspection effectuée mardi, a annoncé que cette phase durera 2 ou 3 mois, après quoi viendra la phase d'exploitation commerciale. Le réseau de tramway en construction sur un linéaire de 14 km réparti en 2 sections (de 12 et 2 km) est achevé en grande partie, avec un segment de 7 km entièrement construit. Les 5 autres km seront finalisés fin juin, toujours selon Aïssa Boulahya. En développement depuis 2013, ce projet d'un coût de 26,5 milliards de dinars algériens n'a pas connu une progression normale en raison du retrait en 2017 de Corsan Isolux, l'entreprise espagnole exécutant initialement les travaux. La poursuite des travaux a été confiée 7 mois plus tard à Cosider, une entreprise publique algérienne. Alstom-Algérie, filiale algérienne de la multinationale française qui assure entre autres la fourniture du système intégré, des voies, des systèmes de télécommunication et de signalisation, a fait savoir qu'elle lancera à partir de juin prochain des essais finaux sur la totalité du tracé de 14 kilomètres. « Après juillet prochain, l'efficacité des essais sera relevée au niveau de l'ensemble du tracé et le nombre de locomotives en service passera de 4 actuellement à 16, afin de préparer pleinement le projet à un usage commercial », a déclaré Amar Chouaki, directeur général d'Alstom-Algérie. Selon les prévisions officielles, le projet dans sa phase opérationnelle permettra de transporter en moyenne 20 000 passagers par jour.

Ecofin du 19 Mai 2022

<b>BRVM 10</b>	<b>161,51</b>	 <b>BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE</b> N° 96 <span style="color: red;">jeudi 19 mai 2022</span> <span style="float: right;">Site : www.brvm.org</span>	<b>BRVM Composite</b>	<b>207,72</b>
Variation Jour	↓ -0,23 %		Variation Jour	↓ -0,51 %
Variation annuelle	↑ 5,21 %		Variation annuelle	↑ 2,69 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	6 252 761 876 637	-0,51 %
Volume échangé (Actions & Droits)	260 012	-90,45 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	579 811 430	121,23 %
Nombre de titres transigés	43	4,88 %
Nombre de titres en hausse	14	-26,32 %
Nombre de titres en baisse	18	28,57 %
Nombre de titres inchangés	11	37,50 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	7 866 335 791 984	-0,02 %
Volume échangé	804	-99,65 %
Valeur transigée (FCFA)	8 100 333	-99,48 %
Nombre de titres transigés	8	-11,11 %
Nombre de titres en hausse	2	-33,33 %
Nombre de titres en baisse	2	100,00 %
Nombre de titres inchangés	4	-20,00 %

**PLUS FORTES HAUSSES**

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
BICI CI (BICC)	5 975	7,46 %	-19,26 %
SUCRIVOIRE (SCRC)	855	6,21 %	-10,94 %
VIVO ENERGY CI (SHEC)	860	4,24 %	0,00 %
CROWN SIEM CI (SEMC)	760	3,40 %	-0,65 %
SICOR CI (SICC)	8 860	1,96 %	73,05 %

**PLUS FORTES BAISES**

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
BOLLORE (SDSC)	1 870	-7,43 %	-27,24 %
BANK OF AFRICA ML (BOAM)	1 250	-6,72 %	-15,82 %
CIE CI (CIEC)	2 100	-6,67 %	10,82 %
SOE CI (SDCC)	4 555	-6,08 %	6,05 %
SITAB CI (STBC)	6 000	-4,76 %	-2,91 %

**INDICES SECTORIELS**


Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	109,41	-0,64 %	-0,64 %	13 216	17 954 010	30,37
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	476,73	-0,60 %	6,21 %	8 546	54 293 380	9,08
BRVM - FINANCES	15	76,71	-0,34 %	-0,54 %	197 010	62 285 165	7,31
BRVM - TRANSPORT	2	455,07	-7,29 %	-26,85 %	607	1 174 075	7,30
BRVM - AGRICULTURE	5	338,83	-0,31 %	39,26 %	35 377	436 282 655	5,92
BRVM - DISTRIBUTION	7	369,39	0,42 %	-9,34 %	5 226	7 772 045	30,35
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	2 060,58	0,00 %	128,77 %	30	50 100	20,05
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	1,90	
Ratio moyen de satisfaction	24,15	
Ratio moyen de tendance	1 273,61	
Ratio moyen de couverture	7,85	
Taux de rotation moyen du marché	0,02	
Prime de risque du marché	6,14	
Nombre de SGI participantes	28	


**Définitions**

Volume moyen annuel par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances  
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances  
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)  
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)


Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)  
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif  
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende  
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées  
 Prime de risque du marché = (1 / Le PER moyen du marché) - Le taux de référence actuel des emprunts d'Etat




Chambre de Commerce et d'Industrie de Bénin  
 Avenue de l'Indépendance - Cotonou  
 Tél : (229) 21 31 21 28  
 Fax : (229) 21 31 21 28



Chambre de Commerce et d'Industrie de Burkina Faso  
 BP 1000 - Ouagadougou  
 Tél : (229) 20 30 87 71  
 Fax : (229) 20 30 87 71



Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat de Côte d'Ivoire  
 Plateau - Abidjan  
 Tél : (229) 20 31 55 50  
 Fax : (229) 20 31 55 50



Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat de Sénégal  
 BP 11 200 - Dakar  
 Tél : (229) 20 31 55 50  
 Fax : (229) 20 31 55 50



Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat de Togo  
 BP 11 200 - Lomé  
 Tél : (229) 20 31 55 50  
 Fax : (229) 20 31 55 50

**BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES**  
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E  
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan  
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86, Fax : +225 20 32 66 84, Mail : brvm@brvm.org, Site Web : www.brvm.org



Av. proche, rue en face de l'église Saint Michel allant vers Caboma, immeuble Comète lot 202 parcelle « d », Cotonou - BENIN  
 001 BP 8690 RP  
 uca@ucasgi.com  
 (229) 21 31 00 21 / 61 18 18 00  
 (229) 21 31 00 21  
 www.ucasgi.com



Carré 211 St Michel  
 immeuble SGI-Bénin 01 BP  
 4546 Cotonou.  
 Tél : (229) 21 31 15 41  
 21 31 15 71



Siège BOA Benin,  
 Boulevard de France  
 Tel : (229)  
 21315343/64182121



Immeuble de l'Africaine des Assurances  
 Face à la Direction de l'Emigration Immigration  
 01 BP 8668 RP Cotonou  
 contact@agi-agi.com  
 +229 21318733  
 +229 21316065



Avenue Steinmetz Face  
 Immeuble Air Gabon 01 BP  
 6002 COTONOU BENIN  
 Tél : (229) 21 31 88 35 /  
 21 31 88 36



Boulevard Saint Michel  
 Immeuble Agence BIIC Dantokpa  
 01 BP. 7700 Cotonou  
 Tél. +229 21324875  
 Tél. +229 21324876  
 sgibfs@biic-financialservices.com

**Quelques pharmacies à Cotonou**

N°	NOM DE LA PHARMACIE	TELEPHONE	ARR
1	SILOE DEGAKON	99070606	1ER
2	SURU-LERE	64341313/99480846	
3	TANTO	64104471	
4	REINE DES GRÂCES	95360822	2EME
5	ADETONA LOMNAVA	94012397	3EME
6	AGBODJEDO	63425131/61822725	
7	LA BENINOISE	60502956/21377190/21330646	4EME
8	NOUVELLE PHARMACIE DE L'HABITAT	63045618/99947477/95508789	
9	ATINKANMEY	94012392/60019772	5EME
10	GANJI	95943682/60805039	
11	ZONGO	95846920	6EME
12	DES 4 THERAPIES	21323330/98846095	
13	JERICO	95846914	
14	SAINTE EUPHRASIE DE VOSSA	69510000	
15	MAHUTON	52018944	7EME
16	AMEN	63016565/67309529	
17	MARINA	94018724	8EME
18	SAINT GABRIEL	95605656	
19	KINDONOU	21380115	9EME
20	DE L'AMITIE	21380512/95869239	
21	NOUVELLE PHARMACIE FIFADJI	62646802	10EME
22	VEDOKO	94018722	
23	DE LA PAIX	21303865/97604362	11EME
24	LA MADONE	95338399/94013982	12EME
25	SAINT LOUIS	95859686	13EME
26	LES PYLONES	66826813/95924231	
27	LULI LULI	98656060	

**Jours du marché Dantokpa**

<b>Mai 2022</b>
<b>Lundi 2 Mai 2022</b>
<b>Vendredi 6 Mai 2022</b>
<b>Mardi 10 Mai 2022</b>
<b>Samedi 14 Mai 2022</b>
<b>Mercredi 18 Mai 2022</b>
<b>Dimanche 22 Mai 2022</b>
<b>Jeudi 26 Mai 2022</b>
<b>Lundi 30 Mai 2022</b>

**Taux de change**

Devises étrangères	Franc CFA (1Xof)
Dollar (USD)	628,40
Euro	655,95
Livre Sterling (GBP - Grande Bretagne)	774,22
Naira (NGN - Nigeria)	1,51
Cedi (GHS - Ghana)	83,84
Rand (ZAR - Afrique du Sud)	38,90
Yen (JPY)	4,86
Yuan (CNY)	92,61
Rouble russe (RUB)	9,73
Franc Suisse (CHF)	627,39
Franc Guinéen (GNF)	0,071
Roupie indienne (INR)	8,07
Droits de tirage spéciaux (FMI)	837,59
Or (XAU)	1145420,7
Argent (XAG)	13597,8

**Prix des produits hydrocarbures et gaz**

Produits	Unité de mesure	Prix (en FCfa)
Essence	1l	600
Pétrole	1L	851
Gasoil	1L	668
Mélange	1L	615
Gaz domestique	6kg (petite bouteille)	4770
	12,5kg (moyenne bouteille)	9900
	18kg (grande bouteille)	14.300
Huile à moteur (essence)	Bidon (1L)	2.900
	Bidon (4L)	9.590
Huile à moteur (diésel)	Bidon de 4Littres	10.535
Huile à moteur (Atf boîte automatique)	2littres	6.320
Huile à moteur (à pont EP 90)	2Littres	6.130
Huile à moteur en vrac	1Litre	2.265
Huile à moteur diesel	1Litre	2.165
Huile à 2 temps en vrac	1L	1.635
Graisse	0,400g	2.940
Eau distillée	1,5L	850
	Bidon (1,5L)	1.600
Eau de refroidissement	Bidon (5L)	5.000
	5L	4.000
Electrolyte	5L	4.000
E140 en vrac	1L	2.175
E140 camion et 4X4	Bidon de 2L	6.295

Source : Station « JNP » Mardi 17 Mai 2022

**Les marchés locaux qui s'animent par huitaine**

Départements	Lieux	Noms	Jours
Alibori	Malanville	Malanville	dimanche
	Ségbana	Ségbana	dimanche
	Bérébouaye	Bérébouaye	samedi
	Malanville	Malanville	samedi
	Karimama	Karimama	vendredi
		Matéri	Matéri
Tanguiéta		Tanguiéta	lundi
Cobly		Cobly	mercredi
	Gaouga	Gaouga	mardi
	Kassoua	Kassoua	mardi
	Grand-Popo	Grand-Popo	mardi
Mono	Agoué	Agoué	mercredi
	Djalloukou	Djalloukou	dimanche
Zou	Massi	Massi	dimanche
	Agouna	Agouna	mardi
	Ikèmon	Ikèmon	mercredi

Départements	Lieux	Noms	Jours
Borgou	Gogounou	Gogounou	dimanche
	Bembéréké	Bembéréké	jeudi
	Kalalé	Kalalé	jeudi
	Tchaourou	Tchaourou	lundi
	Tchikandou	Tchikandou	mardi
	Fô-Bouré	Fô-Bouré	mercredi
	Sokka	Sokka	mercredi
	Parakou	Azeke	samedi
	N'Dali	N'Dali	samedi
	Dunkassa	Dunkassa	vendredi
	Collines	Ouèdèmè	Ouèdèmè
Ouessè		Ouessè	jeudi
Gobada		Gobada	lundi
Savè		Savè	lundi
Tchetti		Tchetti	lundi
Glazoué		Glazoué	mercredi
Lahotan		Lahotan	mercredi
Donga	Bénin	Bénin	jeudi
	Tokotoko	Tokotoko	lundi

**Prix des produits de première nécessité appliqués dans les marchés**

produits	Unité de mesure	Prix (en FCfa)
Maïs	Tongolo	250
Mil	Tongolo	350/400
Gari ordinaire	Tongolo	300
Gari fin	Tongolo	350
Haricot rouge	Tongolo	650
Haricot blanc	Tongolo	700/800
Arachide décort. Gros grains	Tongolo	700
Piment vert (gbataki)	Tongolo	400
Tomate fraîche	Grand Panier	40.000/50.000
Oignon p m g	Panier (40)	1500/2000/3000
Farine de cossette d'igname	Tongolo	1000
Sésame qualité supérieure	Tongolo	1000
Sel marin local	Tongolo	300
Sel marin importé	Tongolo	300
Sucre en morceau	Paquet	500
Sucre en poudre	1kg	500
Riz ordinaire	Tongolo	Entre 500 et 900
Huile d'arachide locale	1litre	1200
Huile végétale importée	1litre	1700
Huile rouge locale	1,5litre	1000
Igname ordinaire	Tas	3500
Igname à piler	Tas	4500
Savon palmida	1pain	200
Lait concentré sucré BB et autres	250g	400/500
Lait concentré sucré Jago	Plus d'1kg	1000
Lait concentré non sucré Peak	250g	400
Sardine à huile	250g	500
Couscous Sipa	500g (en sachet)	850
Spaghetti Matanti	250g/500g (en sachet)	250/450
Coquille Maman et autres	250g/500g (en sachet)	250/450
Concentré de tomate	150g/250g/1kg	125/275/450/1900
Banane	Régime	Entre 3000 et 4000
Œuf	Plateau	2400/2600

Source : Quotidien l'Economiste du Bénin, fait le 17/05/ 2022

**Cours des matières Premières Mardi 17 Mai 2022**

Matière première	Mois	Dernier	Var.	Var. %	Heure
Or	Juin 2022	1.813,66	+5,46	+0,30%	20:30:32
XAU/USD		1.814,84	+2,86	+0,16%	20:30:32
Argent	Juill 2022	21,547	+0,546	+2,60%	20:30:32
Cuivre	Juill 2022	4,2127	+0,0377	+0,90%	20:30:23
Platine	Juill 2022	924,45	-6,25	-0,67%	20:30:09
Palladium	Juin 2022	1.993,03	+75,33	+3,93%	20:24:40
Pétrole brut WTI	Juill 2022	111,70	+3,07	+2,83%	20:30:32
Pétrole Brent	Juill 2022	114,11	+2,56	+2,29%	20:30:31
Gaz naturel	Juin 2022	7,937	+0,274	+3,58%	20:30:32
Fioul	Juin 2022	3,9043	-0,0169	-0,43%	20:30:31
Essence RBOB	Juin 2022	4,0201	+0,0623	+1,57%	20:30:31
Gasoil Londres	Juin 2022	1.095,50	+36,75	+3,47%	20:30:31
Aluminium		2.836,00	+48,00	+1,72%	19:21:50
Zinc		3.606,50	+117,00	+3,35%	19:29:05
Nickel		26.715,00	-547,00	-2,01%	19:28:59
Cuivre		9.292,00	+61,50	+0,67%	19:30:00
Blé américain	Juill 2022	1.247,50	+70,00	+5,94%	20:19:01
Riz Paddy	Juill 2022	17,855	+0,485	+2,79%	20:20:03
Maïs américain	Juill 2022	808,40	+27,40	+3,51%	20:20:08
Soja américain	Juill 2022	1.656,12	+10,12	+0,61%	20:19:56
Huile de Soja américaine	Juill 2022	83,13	-0,66	-0,79%	20:19:56
Farine de soja	Juill 2022	412,85	+3,55	+0,87%	20:20:03
Coton américain	Juill 2022	150,72	+5,52	+3,80%	20:20:03
Cacao américain	Juill 2022	2.498,00	+29,00	+1,17%	19:29:00
Café US C	Juill 2022	225,28	+11,38	+5,32%	19:30:05
Café de Londres	Juill 2022	2.088,00	+56,00	+2,76%	18:30:04
Sucre américain	Juill 2022	19,69	+0,52	+2,71%	18:59:00
Jus d'orange	Juill 2022	175,15	+8,10	+4,85%	20:00:02
Bétail	Juin 2022	133,20	+1,13	+0,85%	20:04:57
Porc	Juin 2022	104,00	+3,25	+3,23%	20:04:56
Bovins d'engraissement	Août 2022	167,30	+0,77	+0,47%	20:05:06
Bois de construction	Juill 2022	769,80	+0,10	+0,01%	20:17:10
Avoine		626,10	+17,10	+2,81%	20:19:45



# Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
12e Conférence sur le commerce et l'énergie des granulés de biomasse 2022	16 - 19 Mai 2022	Tokyo (en hybride)	<a href="https://www.cmtevents.com/eventschedule.aspx?ev=220504&amp;">https://www.cmtevents.com/eventschedule.aspx?ev=220504&amp;</a>
Forum Africallia 2022	18-20 Mai 2022	Ouagadougou, Burkina-Faso	Téléphone : 00 229 51 10 56 54 Email : <a href="mailto:alimath.mounirou@ccib.bj">alimath.mounirou@ccib.bj</a>
9ème édition du Sommet Africités	17-21 Mai 2022	Kisumu, Kenya	<a href="https://www.uclga.org/?lang=fr">https://www.uclga.org/?lang=fr</a>
Foire Internationale de l'Agriculture et des Ressources Animales (FIARA)	26 Mai -20 juin 2022	Dakar au Sénégal	Email : <a href="mailto:fiarasenegal@yahoo.com">fiarasenegal@yahoo.com</a> Téléphone : (+221) 33 827 18 50 / (+221) 77 642 33 36
Foire Commerciale de l'Organisation de la Coopération Islamique	13-19 Juin 2022	Sénégal	<a href="https://www.oic-oci.org/home/?lan=fr">https://www.oic-oci.org/home/?lan=fr</a>
AFRICA CEO FORUM	13-14 juin 2022	Abidjan, Côte d'Ivoire	<a href="https://lc.cx/mw9vbW">https://lc.cx/mw9vbW</a>
Business forum	16-17 juin 2022	Abidjan, Côte d'Ivoire	Néant
Benin Investment Forum	23-24 Juin 2022	Cotonou, Bénin	<a href="https://www.cci.bj/">https://www.cci.bj/</a>
Foire international africaine	22-26 juin 2022	France	<a href="https://www.la-fia.com/">https://www.la-fia.com/</a>
5e Congrès mondial d'agroforesterie	17-20 Juillet 2022	Canada	<a href="https://www.agroforestry2022.org/fr">https://www.agroforestry2022.org/fr</a>
Foire commerciale intra-africaine	21-27 novembre 2023	Abidjan, Côte d'Ivoire	<a href="https://www.intrafricantradefair.com/">https://www.intrafricantradefair.com/</a>

## HOROSCOPE finance

**Bélier** Au cours de cette journée un peu chancelante, gardez-vous de toute spéculation ; laissez ce genre de risque aux aventuriers professionnels. Regardez-y à deux fois avant de prêter de l'argent à des personnes qui ne sont pas tout ce qu'elles s'efforcent de paraître. Certains natifs tireront profit d'un second métier ou d'un passe-temps.

**Taureau** Avec Mercure dans votre camp, vous n'aurez aucun mal à équilibrer votre budget, et pourriez même bénéficier d'un apport d'argent imprévu et... bienvenu. Neptune, l'un des astres qui dirigent pour vous le plan financier, travaillera de concert avec Saturne, une planète d'organisation, ce qui vous aidera à agir en excellent gestionnaire.

**Gémeaux** Côté argent, il faudra vous serrer la ceinture. Si vous vous laissez aller à multiplier les dépenses superflues, l'équilibre de votre budget ne tardera pas à être compromis.

**Cancer** Vous allez probablement dépenser sans compter et pas toujours à bon escient. Ne soyez pas aussi large : on va finir par abuser de votre gentillesse. Sachez que l'estime et l'amitié ne s'achètent pas. Comptez plutôt sur vos compétences et vos qualités de cœur.

**Lion** Avec l'appui musclé de Neptune en bons aspects, vous passerez une journée sans problème financier et pourrez même espérer des rentrées conséquentes ou une prime quelconque. Si votre métier touche de près ou de loin la joaillerie, faites preuve de vigilance et de prudence dans vos diverses transactions.

**Vierge** Pluton, en aspect harmonieux, devrait jouer positivement pour vous en matière financière, vous aidant à augmenter vos revenus, à choisir de meilleurs placements, et à vous lancer dans des investissements rentables. Pour quelques natifs, un héritage est possible.

**Balance** Autant le préciser tout de suite : cette configuration de Saturne n'augure rien de fameux dans le secteur finances. Au mieux, elle vous contraindra à accepter une période de restriction. Au pire, elle va provoquer de nombreux retards dans des rentrées d'argent, ce qui vous obligera à refaire vos comptes. En attendant que la situation se rétablisse, ce qui ne saurait tarder, essayez de ne pas en faire une maladie.

**Scorpion** Resserrez les cordons de votre bourse, sinon vous craquerez pour un oui pour un non. Et ce ne sera vraiment pas le moment ! D'autres dépenses, indispensables celles-là, vont se présenter : tâchez d'y faire face.

**Sagittaire** Sur le plan financier, votre côté plutôt rêveur et insouciant pourra vous faire rater d'excellentes occasions que vous offrira Saturne. Aussi serait-il utile, en cette journée, de vous adjoindre l'aide d'une personne plus réaliste et plus compétente.

**Vendredi 1er Avril 2022**

L'environnement astral de la présente journée pourra vous ouvrir l'appétit pour les gains pécuniaires au point de dépasser tous vos espoirs. La spéculation, en particulier, sera très alléchante et, pour une fois, vous feriez bien de succomber à la tentation. On ne peut évidemment prétendre que l'opération se fera sans risques, mais ceux-ci seront acceptables si vous savez vous cantonner dans les limites raisonnables.

**Capricorne**

La Lune en cet aspect vous donnera de la combativité, mais aussi un besoin de satisfaire toutes vos envies de luxe et de prodigalité. Soyez raisonnable : évitez les dépenses inutiles, pour ne pas vous priver du nécessaire.

**Verseau** Votre jugement en matière de finances sera obnubilé aujourd'hui par l'action hostile de Pluton mal aspecté. Vous risquez fort de faire une mauvaise évaluation de la conjoncture. Ce ne sera donc pas le moment de vous lancer dans des spéculations trop importantes.

**Poissons** Soyez d'une extrême prudence dans vos dépenses, en particulier si elles impliquent un emprunt de longue durée. Les dettes sont faciles à contracter et les dépenses plus faciles encore à effectuer, mais les remboursements seront plus pénibles qu'il n'y paraît : voilà le piège qui vous attend ! Et tout le monde sait aussi que "les dettes réduisent l'homme libre en esclave" (Publius Syrus).

## L'économiste

Premier Quotidien Economique du Bénin

Journal spécialisé d'information d'analyse et d'investigation économique, financière et boursière Edité par l'Agence de Communication "CHEZ VOUS"

N° 0997 MISP / DC / SG / DAI / SCC du 25 / 10 / 2007

Sikèkodji zone résidentielle, 2<sup>ème</sup> rue à droite en quittant le carrefour Marina pour la Mairie de Cotonou, carré N°83

Email : [leconomistbenin1@gmail.com](mailto:leconomistbenin1@gmail.com)

Site : [www.leconomistbenin.com](http://www.leconomistbenin.com)

**Directeur Général**

Léonard DOSSOU

(00229) 95 429 626 / 97 096 417

**Assistant du Directeur Général**

Calixte ADIYETON

(66 232 545)

**Secrétaire caissière**

Ella Viviane HOUEHOMEGAN (97 14 85 43)

**Directeur de publication**

Jules AFFODJI

**Rédacteur en chef**

Calixte ADIYETON

(66 232 545)

**Secrétaire de rédaction**

Abdul Wahab ADO

(66656265)

**Rédacteurs**

Nestor DEHOINDJI

Félicienne HOUËSSOU

(96 92 43 46)

Bidossessi WANOU

(67 20 33 27)

Sylvestre TCHOMAKOU

Hubert DOSSOU

Falco Vignon

**Romuald NOUEDJJI**

(Correspondant Mono-

Couffo)

**Raoul Gandaho**

(Correspondant Ouémé Plateau)

**Noël Y. TETEGOU**

(Br. Borgou/Alibori)

**Jules Daniel Mahuto**

(Correspondant Zou-colline)

Modeste COCO (Consultant)

Représentant de l'Economiste du

Bénin en Europe, Bureau de Paris:

Franck Vial, correspondant France

de l'Economiste du Bénin

Tel +330671790990

Mail : [eco.benin.paris@gmail.com](mailto:eco.benin.paris@gmail.com)

**Directrice commerciale**

Rigel BATCHO

(69190880)

**Graphiste**

Crespin N'SODAI

(96564330)

## Conseil d'Administration de la BOAD

## De nouveaux engagements de 98,56 milliards Fcfa autorisés

(Le Bénin obtient 17,5 milliards pour le projet ProSeR 2)

Le jeudi 19 mai 2022, le Conseil d'Administration de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) s'est réuni en présentiel à Dakar au Sénégal. Cette 130ème session ordinaire, tenue sous la présidence de Serge EKUE, Président du Conseil d'Administration, Président de la BOAD, a autorisé de nouveaux engagements pour un montant de 98,56 milliards FCFA.

● Félicienne HOUËSSOU

Le 130ème Conseil d'Administration de la BOAD a autorisé de nouveaux engagements pour un montant de 98,56 milliards FCFA. Au total, six propositions de financement de projet ont été approuvées par les administrateurs. 15 milliards FCFA seront consacrés au Programme d'Appui au Développement des Economies Locales du Burkina Faso (PADEL, Phase 3). En vue de contribuer à l'amélioration socioéconomique des populations à la base dans les régions du Burkina Faso, ce projet sera axé, entre autres, sur le développement des filières pourvoyeuses d'emploi dans les collectivités, et les infrastructures de base au profit des populations, et des micros entreprises. Il agira également pour le renforcement de la protection sociale et la résilience des ménages vulnérables ainsi que leur inclusion dans le circuit économique. A la faveur du Bénin, les administrateurs ont donné leur accord pour un financement de 17,5 milliards FCFA. Cette enveloppe est



● Serge EKUE, Président du Conseil d'Administration, Président de la BOAD

dédiée au projet de sédentarisation des troupeaux de ruminants, Phase 2 (ProSeR 2). Le projet portera sur la libération et la sécurisation de 57 000 ha de terres au profit des éleveurs et agro-éleveurs pour la production fourragère, l'installation d'un Campement Pilote Pastoral (CPP), et le renforcement de 126 campements d'éleveurs. Il est également prévu la promotion d'unités industrielles, la mise en place de kits de production et le renforcement de capa-

cités des éleveurs.

### 66,06 milliards FCFA aux infrastructures de base

Le Renforcement du réseau d'assainissement des eaux pluviales de la ville de Ouagadougou (aménagement de l'exutoire au niveau du Parc de Bangr Weogo au Burkina Faso) s'est vu attribué un prêt de 4,5 milliards FCFA. Pour contribuer à l'amélioration du cadre de vie des populations de

la ville de Ouagadougou, le projet vise notamment à faciliter le drainage des eaux pluviales en réduisant, de manière très significative, le taux des habitations inondées pendant les saisons pluvieuses. Il permettra d'augmenter le nombre de personnes ayant accès à un service d'assainissement durable. Egalement, 25 milliards FCFA ont été attribués au Sénégal pour la construction de 1 529 salles de classe, en remplacement d'abris provisoires, et d'ou-

vrages annexes et 6,56 milliards Fcfa pour la Construction et l'exploitation d'une centrale thermique à cycle combiné d'une capacité contractuelle de 120 MW par la société Malicounda Power SAS à Malicounda. Ce dernier contribuera à l'amélioration de la qualité de service de fourniture de l'électricité et permettra d'assurer une meilleure couverture de la demande tout en sécurisant l'alimentation en énergie électrique dans le pays. Le premier couvrira les 14 régions du Sénégal, et permettra de contribuer à la satisfaction de la demande en salles de classe et à l'amélioration de la qualité de l'environnement scolaire. Il vise à mettre dans de meilleures conditions d'apprentissage, plus de 85 000 enfants défavorisés, et réduire de 50% le taux d'abandon dans les écoles concernées.

Le prêt approuvé à la Côte d'Ivoire est évalué à 30 milliards FCFA et couvrira la construction et l'équipement de quatre (04) lycées d'excellence et d'un (01) collège de jeunes filles avec internat. Le projet permettra de faire la promotion de l'excellence par la mise

en place d'infrastructures éducatives dédiées permettant l'augmentation du taux de scolarisation et d'achèvement scolaire de jeunes filles dans l'enseignement secondaire. Une capacité globale d'accueil de plus de 1600 élèves est visée dont 1200 internes. Les 04 lycées seront construits dans les villes d'Abengourou, Divo, Korhogo et Man, tandis que le collège sera construit à Bouna. Un réaménagement des caractéristiques du prêt pour le financement partiel du projet d'extension et de modernisation des infrastructures de l'Aéroport International Felix HOUPHOUËT-BOIGNY d'Abidjan, en Côte d'Ivoire par la Société AERIA SA a également été approuvé. Ces nouvelles approbations portent à 6 845,8 milliards FCFA, le total des engagements (toutes opérations confondues) de la BOAD depuis le démarrage de ses activités opérationnelles en 1976. Notons que les membres du Conseil ont par la suite émis un avis favorable sur les Mesures de renforcement à court terme des fonds propres de la BOAD.

## Cybersécurité

## Les menaces sont permanentes et se multiplient

Les menaces à la cybersécurité se multiplient dans le monde et dépassent la capacité des sociétés à les prévenir ou à y répondre efficacement, selon le Global Risk Insights (GRI) 2022.

● Issa SIKITI DA SILVA

« La dépendance croissante aux systèmes numériques, intensifiée par la réponse au COVID-19, a fondamentalement modifié les sociétés. Les attaques contre les infrastructures de base, la désinformation, la fraude et la sécurité numérique auront un impact sur la confiance du public dans les systèmes numériques et augmenteront les coûts pour toutes les parties prenantes », prévient le rapport de GRI 2022. « À mesure que les attaques deviennent plus graves et commencent à se répandre, les tensions déjà vives entre les gouvernements touchés par



la cybercriminalité et les gouvernements complices de la cybercriminalité augmenteront à mesure que la cybersécurité deviendra un autre coin de divergence, plutôt que de coopération entre les Etats », ajoute le rapport. Déjà en juin 2021, le cabinet Deloitte avait

exprimé son inquiétude face à la montée de la cybercriminalité à travers une étude qui avait révélé que près de la moitié des entreprises interrogées (sur onze pays) indiquaient observer une hausse d'incidents. « Ce n'est pas un phénomène nouveau, cela fait dix ans

que ces risques sont pointés par les entreprises – particulièrement dans les secteurs financiers ou les services dits "essentiels" comme l'énergie ou l'eau. C'est simplement la forme que prennent ces attaques qui change », souligne un spécialiste, Innocent N'Dry, cité par Business France. Selon Deloitte, 36% des entreprises se plaignent d'une attaque au logiciel malveillant (virus, malware, ransomware) et 22% d'attaques au phishing. Le phishing est une technique utilisée par des cybercriminels pour obtenir des renseignements personnels dans le but de perpétrer une usurpation d'identité. « Alors que la société

continue de migrer vers le monde numérique, la menace de la cybercriminalité pèse lourdement, coûtant régulièrement aux organisations des dizaines, voire des centaines de millions de dollars. Et les coûts vont au-delà du financier. Ils s'étendent plutôt à la capacité des infrastructures essentielles, à la cohésion sociale et au bien-être mental », explique Cyber Talk.

**Révolution numérique**  
En Afrique subsaharienne, la révolution numérique expose les organisations aux risques de la cybercriminalité, dans un contexte où les entreprises et même les populations ne prennent pas toujours la pleine mesure des risques cyber qui

accompagnent la transformation numérique, a indiqué PwC dans un rapport publié en mars 2021. A en croire l'UNODC, une forme de cybercriminalité qui est devenue particulièrement associée en Afrique de l'Ouest est la fraude à l'avance, connue collectivement sous le nom d'escroqueries "Nigeria" ou "419". Grâce à des stratagèmes tels que de fausses loteries, de faux héritages, des relations amoureuses, des opportunités d'investissement ou - tristement célèbre - des demandes d'aide de la part de "fonctionnaires", les escrocs promettent une fortune insaisissable en échange de paiements anticipés.

## Commune de DJOUGOU

## Le maire Séibou fait le point des avancées d'un Partenariat

En octobre 2020, trois membres de l'EFOB ont conduit une mission d'audit état des lieux de trois Communes du Bénin, Cotonou, Djougou et Covè. Deux ans après, quelles sont les avancées réalisées par le Maire de Djougou depuis cet audit pour ses administrés et pour le rayonnement de sa Ville. A travers cet entretien, le docteur Abdoul Malik Séibou nous parle des potentialités, des enjeux et de l'avenir de sa commune.

**L'**économiste du Bénin : Monsieur le Maire, présentez-nous votre commune

**Le Maire Abdoul Malik Séibou :** La Commune de Djougou est située dans la partie septentrionale, au Nord-ouest du Bénin, dans le département de la Donga. Djougou, commune cosmopolite du Nord Bénin, troisième en matière de population, est un carrefour de l'espace CEDEAO. Elle s'étend sur 3 966 km<sup>2</sup> avec 12 arrondissements et une population estimée à plus de 327 184 habitants en 2020 (Projection INSAE, RGPH4, 2013). Région convoitée par les Allemands et les Français, elle est finalement tombée dans l'escarcelle de la France. Elle est située à 461 km de Cotonou capitale économique du Bénin, à 35 km de la frontière du Togo, à 550 km de Ouagadougou, à 667 km de Niamey, à 950 km d'Abuja, à 600 km de Lagos, à 1500 km de Bamako et à 2390 km de Ndjaména.

**Maire de la Commune de DJOUGOU, quels sont les atouts de votre ville ?**

Jadis située sur la route de colas, Djougou est une véritable place d'échanges commerciaux. Les potentialités humaines et naturelles de la Commune sont énormes. Djougou se dresse au croisement de six axes routiers importants, ce qui lui vaut sa renommée de « la ville carrefour aux six entrées ». Ces potentialités sont soutenues par son caractère très intégré dans l'économie nationale, sous régionale et internationale, grâce à ses marchés qui lui permettent d'entretenir diverses relations commerciales avec des communes du Bénin, mais aussi avec les pays voisins (Togo, Nigeria, Burkina-Faso, Ghana, Mali et Niger). Chef-lieu de la Commune, la Ville de Djougou est aussi le Chef-lieu du Département de la Donga. La Commune de Djougou est assez bien arrosée (1 000 à 1 500 mm pour 75 à 140 jours de pluie). Les ressources naturelles dont elle regorge sont entre autres : les sols argilo-sableux ou latéritiques favorables à l'agriculture, les bas-fonds, les barrages, des retenues d'eau, des ressources minières (sable, gravillon, latérite) et des ressources touristiques diversifiées (palais, forêts sacrées, forêts classées, massifs forestiers, pierres mystérieuses, marres, collines, nappes, etc.) L'économie de la Commune de Djougou est basée sur l'agriculture qui occupe 70% de la population active. Les principales produc-



tions sont : l'igname, le sorgho, le maïs, le mil, le niébé, le manioc, l'arachide et le coton. Les noix d'anacarde, le coton et les produits de cueillette (noix de karité, néré) sont les produits de rente. Le commerce de produits manufacturés, de produits agricoles et d'animaux est la 3ème activité après l'agriculture et l'élevage. Le transport, activité connexe au commerce, est aussi important. Ces activités prennent de l'essor à cause de la position de ville carrefour et de transit qu'occupe le chef-lieu de la Commune.

**Quels sont les enjeux de développement ?**

L'enjeu majeur de la Commune est lié aux contraintes de promotion des filières agricoles et de développement de l'économie locale. Les défis majeurs soulevés sont persistants et concernent : L'inorganisation en filières de certaines spéculations prometteuses, la création des chaînes de valeurs ajoutées, l'encadrement et la disponibilité des intrants agricoles accessibles à tous les producteurs.

L'exploitation irrationnelle et incontrôlée des ressources naturelles sans grand souci de leur préservation, de leur pérennisation et de leur régénération.

La dégradation avec l'ensablement des cours d'eau qui entraîne l'amenuisement des ressources halieutiques, la disparition du pâturage, les risques climatiques que sont la désertification, les changements climatiques et leurs impacts socio-économiques.

A ce problème central, s'ajoute celui de la mobilisation des ressources propres de la Commune et le niveau d'équipe-

ment de la Commune. La Commune de Djougou est caractérisée par le faible niveau des offres de services sociaux de base ainsi que le mauvais état des pistes rurales pour la circulation des biens et des personnes. Les questions d'hygiène et d'assainissement de la Commune sont aussi des préoccupations majeures de la Commune.

**En 2020, vous avez reçu une mission d'audit état des lieux conduite par les auditeurs de l'EFOB. En quoi est-ce que cet audit a été utile pour votre Commune ?**

L'audit organisationnel a été très utile. Car il a permis de ressortir les forces et faiblesses, les points d'attention et les axes d'amélioration de la Commune.

**Qu'avez-vous mis en œuvre depuis et avec quels résultats ?**

Nous avons travaillé non seulement pour renforcer les acquis mais surtout pour remédier aux faiblesses notamment grâce à :

La gestion informatisée des actes de l'état civil avec l'appui de l'Agence Nationale d'Identification des Personnes ; La mise en place du Centre Communal des Services Publics pour une gestion dématérialisée des actes des agents publics ;

La dynamisation du système de recouvrement des ressources propres,

L'entretien des voies revêtues de la ville de Djougou.

**Quels autres axes de travail verrez-vous avec EFOB ?**

Nous pensons que l'EFOB pourrait aider les Communes pour la redynamisation de la coopération décentralisée par un meilleur partage d'expériences dans l'optique de la solidarité internationale.

**Vous êtes dans une région sensible, proche des pays touchés par la crise sécuritaire. Comment un maire peut-il prévenir ces risques sur sa Commune ?**

La réponse locale à cette question est à l'amélioration des conditions de vie socio-économique de gens désœuvrés en vue de réduire leur délinquance et par conséquent prévenir le chômage et l'extrémisme violent qui est occasionné par la faible capacitation des jeunes. Il faudra aussi sensibiliser les populations pour la coproduction de la sécurité publique avec l'appui des comités locaux de sécurité et la gestion des flux migratoires.

Emmanuel Akakpo (Br Atacora-Donga)

## Appropriation des obligations conventionnelles des organes audiovisuels privés

## Les cadres-analystes de la Haac en formation à Bohicon

La Haute autorité de l'audiovisuel et de la communication (Haac) a initié au profit de ses analystes, cadres et conseillers un séminaire de renforcement de capacités sur la mission de l'institution de régulation, les obligations conventionnelles des programmes des organes audiovisuels privés et le rôle de l'analyste. Les travaux qui se tiennent à Bohicon depuis hier, jeudi 19 mai 2022, prennent fin le samedi prochain.

**R**évisiter les missions qui sont celles de l'institution, renforcer les capacités des analystes qui constituent des acteurs majeurs dans la chaîne de régulation. Tels sont les objectifs visés par la présente session de formation organisée par la commission chargée de la formation et de la documentation à la Haac. Dans son mot introductif, le conseiller Armand Hounsou, président de ladite commission, a fait observer que la quintessence de cette formation est d'outiller les cadres de la Haac en vue de les amener à relever les défis qui sont les nôtres surtout à



l'avènement du numérique. « Notre souhait est qu'à l'issue de ces échanges nous puissions déboucher sur des recommandations devant nous permettre de régler la problématique de la régulation des médias en ligne », a-t-il dit. Conscient

donc de ce défi à relever et des résultats escomptés, il a invité les cadres et les conseillers à s'investir dans les travaux prévus pour le compte de cet atelier. Rémy Prosper Moretti, président de la Haac, a, pour sa part,

rappelé que la mission de l'institution est de faire la régulation et de permettre que tout le monde ait accès à l'information et à la vraie information. L'accomplissement de cette mission exige que tout le monde ait accès à l'information et à la vraie information. L'accomplissement de cette mission exige que tout le monde ait accès à l'information et à la vraie information. L'accomplissement de cette mission exige que tout le monde ait accès à l'information et à la vraie information. L'accomplissement de cette mission exige que tout le monde ait accès à l'information et à la vraie information.

la raison essentielle de ce séminaire », a insisté Rémy Prosper Moretti en décrivant le processus que suit le travail des analystes dans la chaîne de régulation. « Une fois que nos braves analystes finissent de faire le travail, avec ce qu'ils ont, il leur faut transmettre cela à leur hiérarchie, aux différents directeurs, aux chefs d'antenne, aux directeurs centraux, au secrétaire général puis au président et à lui de le transmettre au président de la commission concernée. Ce travail laborieux implique aussi les conseillers et les autres cadres. D'où leur

présence à cette formation. Nous avons voulu aussi associer nos partenaires, les acteurs des médias pour qu'eux-mêmes sachent qu'au-delà de ce qu'ils ont sur papier comme convention qu'ils viennent aussi savoir ce qu'ils doivent faire et ce qu'ils ne doivent pas faire », a expliqué le président de la Haac. Plusieurs communications sont prévues au terme desquelles des recommandations seront formulées aussi bien à l'endroit de l'institution, des analystes et des organes audiovisuels privés.

Rock Amadji  
(Correspondant  
Zou-Collines)



**FNDA** FONDS NATIONAL  
DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE  
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PÊCHE  
RÉPUBLIQUE DU BÉNIN



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Direction du développement  
et de la coopération DDC

# APPEL À PROJETS

Le Fonds National de Développement Agricole (FNDA) avec le soutien de la Coopération Suisse, lance un appel à projets pour la subvention des initiatives agricoles à caractère privé au profit des OPA et des MPME

~~DATE LIMITE : 13 MAI 2022~~



**Délai prorogé jusqu'au**  
**03 juin 2022**

**Formulaire de soumission et**  
**informations disponibles**  
**sur le site internet**

**[www.fnnda.bj](http://www.fnnda.bj)**

Pour toute demande d'informations complémentaires, rendez-vous à l'ATDA du ressort territorial de la commune concernée ou par mail à [contact@fnnda.bj](mailto:contact@fnnda.bj)